
SCOLARISATION UNIVERSITAIRE : LE QUÉBEC SOUFFRE D'UN RETARD DEPUIS 50 ANS

Montréal, le 14 novembre 2012 – Bien que le Québec ait réalisé d'importants progrès en matière de scolarisation au niveau secondaire, cette province accuse un retard depuis cinquante ans sur le plan de la scolarisation universitaire. Ce décalage s'observe par rapport au Canada et à plusieurs pays de l'OCDE qui ont connu une croissance soutenue de leur productivité et de leur niveau de vie depuis trente ans. Révélé dans le rapport *Productivité et prospérité au Québec – Bilan 2012*, ce constat est pour le moins préoccupant.

« Il s'agit d'un handicap certain pour le Québec, car l'éducation représente un puissant levier économique, affirme Robert Gagné, directeur du Centre sur la productivité et la prospérité (CPP) de HEC Montréal. Plus que jamais, nous vivons dans une "société du savoir", c'est-à-dire une société dont le développement repose sur les connaissances et les compétences de sa main-d'œuvre. Ainsi, la scolarisation universitaire favorise les innovations et contribue aussi à accroître la productivité. C'est pourquoi il nous apparaît si essentiel que les décideurs gouvernementaux prennent les mesures qui s'imposent pour encourager les jeunes Québécois à poursuivre des études supérieures. »

Un retard de scolarisation à géométrie variable

Plus spécifiquement, l'étude montre qu'au début des années 1960, la proportion de la population de 15 ans et plus titulaire d'un diplôme d'études secondaires était plus faible au Québec (18,2 %) qu'en Ontario (21,5 %) et en Colombie-Britannique (30,1 %), alors que le pourcentage de la population québécoise (2,9 %) titulaire d'un grade universitaire était très similaire à celui de l'Ontario (3,4 %) et de la Colombie-Britannique (3,2 %).

Près de 50 ans plus tard, un constat s'impose : la modernisation du système d'éducation québécois a porté ses fruits. En 2006, le Québec avait quasiment comblé le retard de scolarisation qu'il accusait au niveau secondaire. Près des trois quarts (74,9 %) de sa population de 15 ans et plus possédaient un diplôme d'études secondaires, contre 80,1 % en Colombie-Britannique et 77,8 % en Ontario. Un écart important s'était par contre creusé au niveau universitaire, puisque 16,5 % des Québécois de 15 ans et plus étaient diplômés d'une université, alors que cette proportion s'élevait à 20,5 % en Ontario et à 19,3 % en Colombie-Britannique.

Si on élargit le cadre de comparaison à l'échelle internationale, les conclusions demeurent préoccupantes : non seulement le Québec affiche des résultats inférieurs à ceux du Canada (qui sont, eux-mêmes, loin d'être remarquables sur le plan mondial) mais, de manière générale, cette province se classe assez loin derrière plusieurs pays de l'OCDE. À titre d'exemple, aux États-Unis, aux Pays-Bas et au Japon, les hommes affichent un taux de scolarisation universitaire jusqu'à 50 % plus élevé que celui des Québécois. La situation des femmes n'est guère plus encourageante : en 2009, seuls le Japon, la France, l'Espagne et l'Allemagne affichaient un taux de scolarisation universitaire féminin inférieur à celui du Québec.

Des études et des hommes

Comment expliquer un tel retard ? « La détérioration relative du taux de diplomation universitaire au Québec est essentiellement due à une plus lente progression de la scolarisation des hommes, affirme Robert Gagné. Est-ce une conséquence du fort taux de décrochage chez les jeunes garçons ? Nous l'ignorons. Chose certaine, les femmes ont mis les bouchées doubles en matière d'éducation. En trente-cinq ans, la proportion de Québécoises de 15 ans et plus titulaires d'un grade universitaire a plus que quintuplé : en 2006, c'était le cas de 16,4 % d'entre elles, une performance identique à celle observée chez les hommes (16,6 %). »

Toutefois, on ne doit pour autant conclure que le taux de scolarisation universitaire des femmes québécoises est maintenant satisfaisant, car l'écart existant à cet égard entre les Ontariennes et les Québécoises est demeuré stable entre 1971 et 2006. Or, au départ, la situation de ces dernières était loin d'être exceptionnelle et, dans ces conditions, reste donc peu reluisante.

À l'instar de plusieurs autres sociétés, le Québec a tout de même fait des progrès importants en matière de scolarisation depuis cinquante ans. Toutefois, malgré un système d'enseignement universitaire parmi les plus accessibles en Occident, la province peine encore à augmenter son taux de fréquentation. « Au plan géographique, plusieurs régions ont des universités, et sur le plan financier, les étudiants du Québec profitent à la fois de droits de scolarité relativement bas et d'un régime d'aide financière assez généreux. Les causes du manque d'intérêt des Québécois pour les études universitaires sont donc très certainement ailleurs, et il nous apparaît urgent de chercher à les découvrir », soutient Robert Gagné.

Loin de se limiter à l'éducation, le *Bilan 2012* du CPP trace aussi un portrait détaillé de la performance économique du Québec, tout en la comparant à celle d'une vingtaine de pays industrialisés, dont le Canada et les États-Unis. En primeur cette année, ce rapport présente aussi une analyse détaillée de l'impact de certains autres déterminants sur la productivité du Québec – santé, transport, compétitivité des marchés des produits, fiscalité et aide aux entreprises – et suggère certaines pistes de solution pour améliorer la situation.

Pour en savoir plus :

- Consultez le rapport [Productivité et prospérité au Québec - Bilan 2012](#) en page 26 ;
- Téléchargez le communiqué de presse [en anglais](#).

À propos du Centre sur la productivité et la prospérité

Créé en 2009, le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principaux sujets d'étude le Québec et le Canada. Ensuite, il veille à faire connaître les résultats obtenus en organisant des activités de transfert, de vulgarisation et, ultimement, d'éducation. Pour en apprendre davantage sur le Centre, visitez le www.hec.ca/cpp.

Source :

Liette D'Amours
Responsable des relations médias
Tél. : 514 649-2347
info.cpp@hec.ca